

Art. 2. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 19 december 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 686

[C — 2009/29065]

**19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services
du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, §3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 27 août 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 23 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 17 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 16 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'ETNIC, donné le 25 août 2008;

Vu le protocole n°374 du Comité de Secteur XVII, conclu le 5 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.425/2, donné le 1^{er} décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est complété comme suit :

« L'autorisation est révocable si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie.

Tous les 5 ans ou en cas de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, l'agent est tenu d'introduire une nouvelle demande de cumul. »

Art. 2. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Le lauréat d'une épreuve de recrutement est admis au stage par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination dans le grade pour lequel il a été déclaré lauréat et pour lequel il remplit les conditions de nomination.

La nomination en qualité de stagiaire produit ses effets immédiatement. Elle produit toutefois ses effets :

1^o à l'expiration de toute période d'indisponibilité du stagiaire, pour autant qu'elle résulte de l'exécution d'obligations légales;

2^o à l'expiration d'une période de trois mois au plus demandée par le lauréat pour liquider une activité indépendante à titre principal;

3^o à l'expiration de toute période d'indisponibilité du stagiaire résultant d'un cas de force majeure, pour autant qu'elle ne soit pas supérieure à six mois.

Art. 3. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Au début de son stage, le stagiaire est informé des conditions générales du déroulement de son stage, des critères d'évaluation de celui-ci et des possibilités d'affectation et de carrière.

Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du Service Général de la Fonction publique des Services du Gouvernement et est mis, par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, à la disposition de l'administration auprès de laquelle il effectue son stage. »

Art. 4. Au § 1^{er}, 3^e alinéa de l'article 22 du même arrêté, un 3^o rédigé comme suit est ajouté :

« 3^o les congés pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 5. L'article 23 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 23. Les rapports de stage des stagiaires des niveaux 1 et 2+ sont établis collégalement par le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire et par le responsable du service de formation ou son délégué désigné parmi les agents de niveau 1 du service de la formation.

Les rapports de stage des niveaux 2 et 3 sont établis par le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

Lorsque le stagiaire effectue son stage au sein d'un cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement de la Communauté française, le Ministre ou son délégué établit les rapports d'évaluations visés aux alinéas 1^{er} et 2. »

Art. 6. A l'article 24 du même arrêté, les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

Art. 7. L'article 25 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 25. Les rapports de stage sont établis tous les 3 mois et à la fin du stage pour les agents des niveaux 1 et 2+ et tous les 2 mois et à la fin du stage pour les agents des niveaux 2 et 3, conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Ces rapports contiennent au moins une évaluation de la manière dont le stagiaire acquiert les connaissances requises pour exercer les fonctions, une évaluation portant sur les formations suivies ainsi qu'un avis sur la manière dont l'intéressé s'intègre à l'administration.

Les rapports sont visés par le stagiaire qui y joint, le cas échéant, son avis. »

Art. 8. A l'article 26 du même arrêté, les mots « Le Collège ou les agents visés à l'article 23, § 2 » sont remplacés par les mots « les autorités qui établissent les rapports de stage en application de l'article 23 ».

Art. 9. L'article 121 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

Art. 10. L'article 10bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est abrogé.

Art. 11. L'article 11 du même arrêté est remplacé comme suit :

« L'article 19 doit se lire comme suit :

§ 1^{er}. Pour être admis au stage, tout lauréat d'un concours de recrutement de niveau 1 organisé par SELOR doit avoir fait l'objet d'un avis motivé du jury externe visé au Chapitre II^{ter}.

Le jury externe entend les 15 premiers lauréats d'un concours de recrutement organisé par le SELOR intéressés par l'emploi à conférer. Il effectue une présélection, le cas échéant, par groupe de cinq candidats au maximum. Cette présélection est soumise au conseil d'administration.

Si le Conseil d'administration s'écarte de la proposition de classement du jury externe, il entend au moins tous les candidats mieux classés que le candidat qu'il propose et motive sa décision.

§ 2. Au début de son stage, le stagiaire est informé des conditions générales du déroulement de son stage, des critères d'évaluation de celui-ci et des possibilités d'affectation et de carrière.

Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, de l'administrateur général. »

Art. 12. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière*

Art. 13. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière est complété comme suit :

« L'autorisation est révocable si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie.

Tous les 5 ans ou en cas de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, l'agent est tenu d'introduire une nouvelle demande de cumul. »

Art. 14. L'article 12 est remplacé comme suit :

« L'article 19, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du Fonctionnaire dirigeant. » »

Art. 15. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

Art. 16. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est remplacé comme suit :

« L'article 19, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, de l'administrateur général. » »

Art. 17. L'article 14 du même arrêté est remplacé comme suit :

Dans l'article 23, § 1^{er}, les mots « par le responsable du service de la formation » doivent se lire comme suit : « par le directeur général adjoint opération en charge de la gestion du personnel. »

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel*

Art. 18. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel est complété comme suit :

« L'autorisation est révocable si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie.

Tous les 5 ans ou en cas de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, l'agent est tenu d'introduire une nouvelle demande de cumul. »

Art. 19. L'article 12 du même arrêté est remplacé comme suit :

« L'article 19, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du Président. » »

Art. 20. L'article 14 est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 21. Si le stagiaire est détaché au sein d'un cabinet ministériel depuis au moins un an sans interruption avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il fait l'objet à cette date d'un rapport de stage établi selon le modèle visé à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le rapport couvre cette période et pour l'application des articles 20 et 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité équivaut au premier rapport de stage.

Si le stagiaire est détaché au sein d'un cabinet ministériel depuis au moins 2 ans sans interruption avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il fait l'objet à cette date d'un rapport de stage établi selon le modèle visé à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le rapport de stage couvre cette période et pour l'application des articles 20 et 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité équivaut aux 2 premiers rapports de stage.

Si le stagiaire est détaché au sein d'un cabinet ministériel depuis au moins 3 ans sans interruption avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il fait l'objet à cette date d'un rapport de stage établi selon le modèle visé à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le rapport de stage couvre cette période et pour l'application des articles 20 et 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité équivaut au rapport définitif ou selon le cas aux 3 premiers rapports de stage.

Si le stagiaire est détaché au sein d'un cabinet ministériel depuis au moins 4 ans sans interruption avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il fait l'objet à cette date d'un rapport de stage établi selon le modèle visé à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Le rapport de stage couvre cette période et pour l'application des articles 20 et 25 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité équivaut au rapport définitif de stage.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2009.

Art. 23. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 686

[C — 2009/29065]

19 DECEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, van 14 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juli 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Instituut voor de Opleiding tijdens de loopbaan, gegeven op 27 augustus 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 23 september 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 17 september 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 16 september 2008;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « ETNIC », gegeven op 25 augustus 2008;

Gelet op het protocol nr. 374 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 5 september 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.425/2, gegeven op 1 december 2008, bij toepassing van artikel 84, §1, 1° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt als volgt aangevuld :

« De toelating kan worden ingetrokken als er aan één van de in het 1° lid bedoelde voorwaarden niet meer voldaan wordt.

Om de vijf jaar of in geval van wijziging van de voorwaarden voor de uitoefening van de cumulatie of van de aard ervan, wordt de ambtenaar ertoe gehouden een nieuwe aanvraag om cumulatie in te dienen. »

Art. 2. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. De persoon die voor een wervingsexamen geslaagd is, wordt tot de stage toegelaten door de overheid die benoemingsbevoegdheid heeft in de graad waarvoor hij als geslaagd werd uitgeroepen en waarvoor hij de benoemingsvoorwaarden vervult.

De benoeming in de hoedanigheid van stagiair heeft onmiddellijke uitwerking. Zij heeft evenwel uitwerking :

1° bij verstrijken van elke onbeschikbaarheidsperiode van de stagiair voor zover ze voortvloeit uit de uitvoering van wettelijke verplichtingen;

2° bij verstrijken van een periode van hoogstens drie maanden aangevraagd door een geslaagde om een hoofdactiviteit als zelfstandige af te handelen;

3° bij verstrijken van elke onbeschikbaarheidsperiode van de stagiair die voortvloeit uit overmacht voor zover ze geen zes maanden overschrijdt. »

Art. 3. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. In het begin van zijn stage wordt de stagiair geïnformeerd over de algemene voorwaarden voor het verloop van de stage, de evaluatiecriteria ervan en de mogelijkheden inzake aanwijzing en loopbaan.

De stagiair behoort gedurende zijn stage tot de Algemene dienst voor Ambtenarenzaken van de Regeringsdiensten en wordt door de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent ter beschikking gesteld van het bestuur waarbij hij zijn stage volbrengt. »

Art. 4. In § 1, 3^e lid van artikel 22 van hetzelfde besluit wordt een 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 3^o de verloven voor de uitoefening van een ambt binnen een ministerieel kabinet van een lid van de Regering van de Franse Gemeenschap. »

Art. 5. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 23. De stageverslagen van de stagiairs van de niveaus 1 en 2+ worden collegiaal opgesteld door de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 onder het gezag waarvan de stagiair staat en door de verantwoordelijke van de vormingsdienst of zijn afgevaardigde aangesteld onder de ambtenaren van niveau 1 van de vormingsdienst.

De stageverslagen van de niveaus 2 en 3 worden opgesteld door de onmiddellijke hiërarchische meerdere van minstens rang 12 onder het gezag waarvan de stagiair staat.

Wanneer de stagiair zijn stage volbrengt binnen een ministerieel kabinet van een lid van de Regering van de Franse Gemeenschap, stelt de Minister of zijn afgevaardigde de evaluatieverslagen bedoeld in de leden 1 en 2 op. »

Art. 6. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden het 3e lid en het 4e lid geschrapt.

Art. 7. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 25. De stageverslagen worden om de 3 maanden opgesteld en op het einde van de stage voor de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+ en om de 2 maanden en op het einde van de stage voor de ambtenaren van de niveaus 2 en 3, overeenkomstig het model bepaald door de Regering.

Die verslagen bevatten minstens een evaluatie van de wijze waarop de stagiair de vereiste kennis verwerft om de ambten uit te voeren, een evaluatie over de gevolgde opleidingen alsook een advies over de manier waarop de betrokkene zich in het bestuur integreert.

De verslagen worden geïnterpreteerd door de stagiair die er in voorkomend geval zijn advies aan voegt. »

Art. 8. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden « College of de in artikel 23, § 2, bedoelde ambtenaren » vervangen door de woorden « de overheden die het stageverslag opstellen bij toepassing van artikel 23 ».

Art. 9. Artikel 121 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)

Art. 10. Artikel 10bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Artikel 19 moet als volgt gelezen worden :

§ 1. Om tot de stage toegelaten te worden, dient iedere geslaagde voor een vergelijkend wervingsexamen van niveau 1 ingericht door SELOR een gemotiveerd advies van de externe examencommissie bedoeld bij Hoofdstuk II^{ter} te hebben gekregen.

De externe examencommissie hoort de eerste vijftien geslaagden voor een wervingsexamen ingericht door SELOR, die betrokken zijn bij de te begeven betrekking. Zij maakt een preselectie, desnoods, per groep van maximum vijf geslaagden. Deze preselectie wordt aan de raad van bestuur voorgelegd.

Indien de Raad van bestuur het voorstel van rangschikking van de externe examencommissie niet wenst te volgen, hoort hij minstens alle kandidaten die beter gerangschikt zijn dan de kandidaat die hij voorstelt en motiveert hij zijn beslissing.

§ 2. In het begin van zijn stage wordt de geslaagde op de hoogte gesteld van de algemene voorwaarden voor het verloop van de stage, de evaluatiecriteria ervan en de mogelijkheden inzake aanwijzing en loopbaan.

De stagiair staat gedurende zijn stage onder het gezag van de administrateur-generaal. »

Art. 12. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan)*

Art. 13. Artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan) wordt als volgt aangevuld :

« De toelating kan worden ingetrokken als er aan één van de in het 1e lid bedoelde voorwaarden niet meer voldaan wordt.

Om de vijf jaar of in geval van wijziging van de voorwaarden voor de uitoefening van de cumulatie of van de aard ervan, wordt de ambtenaar ertoe gehouden een nieuwe aanvraag om cumulatie in te dienen. »

Art. 14. Artikel 12 wordt als volgt vervangen :

« In artikel 19, dient lid 2 te worden gelezen als volgt :

« De stagiair ressorteert, gedurende de periode van zijn stage, onder de Leidend-ambtenaar. » »

Art. 15. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap*

Art. 16. Artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wordt als volgt vervangen :

« In artikel 19, dient lid 2 te worden gelezen als volgt :

« De stagiair ressorteert, gedurende de periode van zijn stage, onder de administrateur-generaal. » »

Art. 17. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

In artikel 23, § 1, worden de woorden « de verantwoordelijke voor de vormingsdienst » vervangen door de woorden « de adjunct-directeur-generaal operatie bevoegd voor het personeelsbeheer ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector*

Art. 18. Artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector wordt als volgt aangevuld :

« De toelating kan worden ingetrokken als er aan één van de in het 1^e lid bedoelde voorwaarden niet meer voldaan wordt.

Om de vijf jaar of in geval van wijziging van de voorwaarden voor de uitoefening van de cumulatie of van de aard ervan, wordt de ambtenaar ertoe gehouden een nieuwe aanvraag om cumulatie in te dienen. »

Art. 19. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« In artikel 19, dient lid 2 van paragraaf 1 te worden gelezen als volgt :

« De stagiair ressorteert, gedurende de periode van zijn stage, onder de administrateur-generaal. » »

Art. 20. Artikel 14 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Als de stagiair gedetacheerd is binnen een ministerieel kabinet sinds minstens 1 jaar zonder onderbreking vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt hij op die datum onderworpen aan een stageverslag opgesteld volgens het model bepaald in artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het stageverslag loopt over die periode en wordt voor de toepassing van de artikelen 20 en 25 van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 gelijkgesteld met het eerste stageverslag.

Als de stagiair gedetacheerd is binnen een ministerieel kabinet sinds minstens 2 jaar zonder onderbreking vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt hij op die datum onderworpen aan een stageverslag opgesteld volgens het model bepaald in artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het stageverslag loopt over die periode en wordt voor de toepassing van de artikelen 20 en 25 van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 gelijkgesteld met de eerste twee stageverslagen.

Als de stagiair gedetacheerd is binnen een ministerieel kabinet sinds minstens 3 jaar zonder onderbreking vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt hij op die datum onderworpen aan een stageverslag opgesteld volgens het model bepaald in artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het stageverslag loopt over die periode en wordt voor de toepassing van de artikelen 20 en 25 van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 gelijkgesteld met het definitief stageverslag of naargelang van het geval met de eerste drie stageverslagen.

Als de stagiair gedetacheerd is binnen een ministerieel kabinet sinds minstens 4 jaar zonder onderbreking vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt hij op die datum onderworpen aan een stageverslag opgesteld volgens het model bepaald in artikel 25 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Het verslag loopt over die periode en wordt voor de toepassing van de artikelen 20 en 25 van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 gelijkgesteld met het definitief stageverslag.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2009.

Art. 23. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 december 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN.

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 687

[C — 2009/29058]

19 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains agents des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française — Service général des Finances — Service de la Dette

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 52;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1990 fixant les modalités d'organisation de la trésorerie des Communautés, des Régions et de la Commission communautaire commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 6, § 2, 2 a);

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné en date du 15 janvier 2009,

Considérant que la gestion de la dette et de la trésorerie de la Communauté française impose le recours à des procédures adaptées aux modes de fonctionnement des marchés financiers;

Considérant qu'il convient de formaliser lesdites procédures sous forme d'arrêté du Gouvernement,

Arrête :

Article unique. Délégation de compétence et de signature est donnée au Directeur général de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française ou au Directeur général adjoint du Service général des Finances du Ministère de la Communauté française pour les opérations relevant de la gestion de la dette et de la trésorerie de la Communauté française dont la maturité est inférieure ou égale à un mois.